



Mauro Michelini

Ordine Dottori Commercialisti di Milano n 1903

Revisore Legale n 68800

Ordre Experts-Comptables Marseille

Compagnie des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence

Diplomato Federale di Esperto Contabile (CF)

CI del Giudice - Tribunale di Milano

Residence Azur- 33 Bd Dubouchage

06000 Nice

Siret: 42150587600050

TVA: FR32421505876

Tél: 0033 (0) 4 93 76 83 16

Port: 0033 (0) 6 08 99 52 40

E-mail: mauro.michelini@michelinimauro.fr

Site internet: www.michelinimauro.fr

Service des Impôts des Particuliers Non-résidents

Madame, Monsieur,

Objet : Correcte application du 1er alinéa 19. Fonctions Publiques, de la Convention entre le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Française pour éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour prévenir l'évasion et la fraude fiscales, signée à Venise ente l'Italie et la France le 5.10.1989 et entrée en vigueur le 10 mai 1992.

Ci-joint vous trouverez la question posée à l'administration fiscale italienne, et sa réponse, par un de nos clients.

Il me semble que l'administration fiscale italienne a complètement bafoué ce qui est prévu par l'article suscité.

J'attends une réponse formelle de votre part, pour que je puisse introduire auprès de l'administration fiscale italienne, des contre-arguments afin d'éviter que mon client puisse être dans un premier temps imposable en Italie et par la suite imposable en France.

Compte tenu de l'urgence que revêt cette requête, je vous saurais gré de bien vouloir me donner une réponse dans les plus brefs délais.

En cas de nécessité vous pouvez me contacter par mail à l'adresse suivante : mauro.michelini@michelinimauro.fr ou directement par téléphone au 06 08 99 52 40.

Sincères salutations.
Mauro Michelini

Lettre recommandée avec avis de réception

OBJET : Ruling fiscal aux sens de l'art.11, loi 27 juillet 2000, n.212.

QUESTION

Je soussigné _____, né à _____ (France), le _____, résident à Sanremo, _____ C.F. _____, je perçois un revenu de travail salarié, comme enseignant de langue anglaise, pour le compte du Ministère de l'Education Nationale Française, détaché auprès de la Principauté de Monaco.

Nonobstant qu'à partir du 01.01.2019 la France aie introduit des retenues à la source ("prélèvement à la source") analogues à ce qui est prévu par la législation italienne, sur les revenus de travail salarié, aucune retenue n'a été effectuée en fiche de paie.

Je précise aussi que, comme c'est bien connu, tels revenus ne sont pas taxés dans la Principauté de Monaco.

Maintenant l'article 19. Fonctions Publiques, de la Convention entre le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Française pour éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour prévenir l'évasion et la fraude fiscales, signée à Venise ente l'Italie et la France le 5.10.1989 et entrée en vigueur le 10 mai 1992, établit que :

1.a) Les rémunérations, autres que les pensions, versées par un Etat ou l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales (dans le cas de l'Italie) ou collectivités territoriales (dans le cas de la France) à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat, ou à cette subdivision ou collectivité, **ne sont imposables que dans cet Etat.**

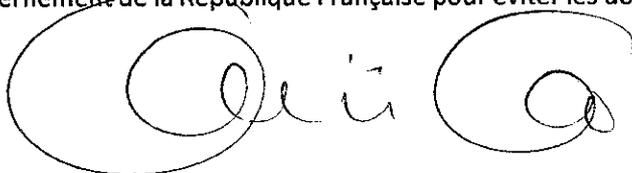
Le terme **que dans cet Etat**, ne permet pas, à mon avis, dans le cas spécifique, l'attribution à l'Italie, de même qu'à la France, le droit d'imposition.

CONCLUSIONS

Conformément à ce qui est prévu au 1° alinéa de l'article 19 de la Convention entre le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Française pour éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour prévenir l'évasion et la fraude fiscales, signée à Venise ente l'Italie et la France le 5.10.1989 et entrée en vigueur le 10 mai 1992, le pouvoir d'imposition revient **seulement** à la France.

SOLUTION PROPOSEE PAR LE CONTRIBUABLE

En vertu e ce qui est exposé ci-dessus, je retiens que, bien qu'étant résident fiscalement en Italie aux sens de l'article 2 du TUIR, étant donné la nature du revenu perçu et en vertu de ce qui est prévu au 1° alinéa de l'article 19 de la Convention entre le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Française pour éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur



le revenu et sur la fortune et pour prévenir l'évasion et la fraude fiscales, signée à Venise ente l'Italie et la France le 5.10.1989 et entrée en vigueur le 10 mai 1992, mon revenu de travail salarié doit être imposé seulement en France.

Je joins :

1-Contrat de travail ;

2-Fiche de paie de décembre récapitulative de l'entière année

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C. A.', located at the bottom right of the page.

mauro.michelini@odcecmilano.it

Page 5 de 6

...

Sur la base de l'article 2 du D.P.R. 917 de 1986, c.d. TUIR, « sont assujettis à l'impôt les personnes physiques, résidentes et non résidentes dans le territoire de l'Etat ». Le successif article 3 établit ensuite que « l'impôt s'applique sur le revenu global de l'assujetti, formé pour les résidents par tous les revenus perçus déduction faite des charges, déductibles indiquées dans l'article 10 et pour les non-résidents seulement de ceux produits dans le territoire de l'Etat ».

Par conséquent, sur la base de telles dispositions, le salaire perçu, comme dans le cas d'espèce, par un assujetti résident en Italie, auprès d'un employeur étranger, pour des prestations rendues à l'étranger, bien que qualifiable comme revenu produit à l'étranger, est imposable en Italie.

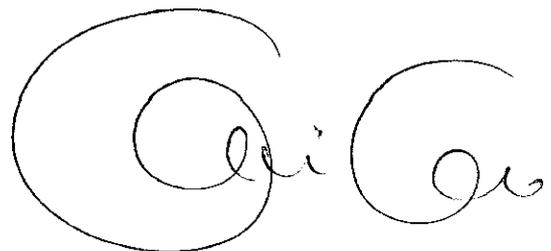
De plus, comme connu par le contribuable, sur le plan du droit international sont prévus des accords bilatéraux lorsque sur le même revenu subsistent deux pouvoirs d'imposition concourants, ce qui peut se produire si un assujetti résulte fiscalement résident dans plusieurs Etats ou si dans tels Etats l'assujetti perçoit des revenus à soumettre à imposition.

Et en effet, entre l'Italie et la France, œuvre la Convention signée à Venise le 5 octobre 1989, et entrée en vigueur le 10 mai 1992, qui règle la répartition du pouvoir d'imposition entre notre pays et la France pour tels impôts. Toutefois, comme le cite la loi qui l'approuve, s'agissant d'un accord finalisé à « éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune », si bien que le présumé pour son application est qu'il se vérifie sur un déterminé revenu ou fortune un pouvoir d'imposition exercé par les deux Etats.

Ce qui, dans ce cas, ne se vérifie pas, comme il résulte indirectement confirmé par le fait que, comme représenté par le même contribuable, « aucune retenue (...) est effectuée dans la fiche de paie » par le Ministère de l'Education nationale française, et que « tels revenus ne sont pas imposés dans la Principauté de Monaco ».

Il en découle que, contrairement à ce qui est soutenu par le contribuable, le revenu en objet doit être assujetti à l'impôt national, selon les règles internes dictées par le TUIR.

....



mauro.michelin@odcecmilano.it

OGGETTO: Interpello n. 903-118/2022
Articolo 11, comma 1, lett.a), legge 27 luglio 2000, n.212

Codice Fiscale
Istanza presentata il

Con l'interpello specificato in oggetto e' stato esposto il seguente

QUESITO

"(...) possiedo un reddito da lavoro dipendente, come insegnante di lingua inglese per conto del Ministero dell'Educazione Nazionale Francese, distaccato presso il Principato di Monaco. Nonostante che a far data dal 01.01.2019 la Francia abbia introdotto delle ritenute alla fonte ('prélèvement à la source'), analoghe a quanto è previsto dalla legislazione italiana, sui redditi di lavoro dipendente, alcuna trattenuta viene effettuata in busta paga. Preciso anche che, come è ben noto, tali redditi non sono tassati nel Principato di Monaco.

Ora l'articolo 19 Funzioni pubbliche della Convenzione tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica francese per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e per prevenire l'evasione e la frode fiscale, firmata a Venezia tra l'Italia e la Francia il 5 ottobre 1989 e entrata in vigore il 10 maggio 1992, stabilisce che:

1.

a) Le remunerazioni diverse dalle pensioni, pagate da uno Stato o da una sua suddivisione politico o amministrativa o da un suo ente locale (per quanto riguarda l'Italia), o da un suo ente territoriale (per quanto riguarda la Francia) a una persona fisica, in corrispettivo di servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione od ente, sono imponibili soltanto in detto Stato.

L'accezione soltanto, non consente, a mio parere, nel caso specifico, l'attribuzione all'Italia, parimenti che alla Francia, del diritto di imporre".

SOLUZIONE INTERPRETATIVA PROSPETTATA DAL CONTRIBUENTE

"(...) pur essendo residente fiscale in Italia ai sensi dell'articolo 2 del TUIR, data la natura del reddito maturato e in virtù di quanto previsto al primo comma dell'articolo 19 della Convenzione tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica francese per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e per prevenire l'evasione e la frode fiscale, firmata a Venezia tra l'Italia e la Francia il 5.10.1989 e entrata in vigore il 10 maggio 1992, il mio reddito da lavoro dipendente debba essere tassato soltanto in Francia".

PARERE DELL'AGENZIA DELLE ENTRATE

L'articolo 11, comma 1, lettera a) della legge 27 luglio 2000, n. 212 (c.d. "Statuto dei diritti del contribuente") come sostituito dall'art. 1 del d.lgs. 24 settembre 2015, n. 156, che ha per oggetto "(...) l'applicazione delle disposizioni tributarie, quando vi sono condizioni di obiettiva incertezza sulla corretta interpretazione di tali disposizioni (...)" prevede che il contribuente possa interpellare l'Amministrazione finanziaria per ottenere una risposta riguardante situazioni concrete e personali relativamente all'applicazione di disposizioni tributarie in relazione alle quali si ponga, in maniera chiara ed esplicita, un dubbio di carattere interpretativo.

Lo stesso d.lgs. 156 del 2015, all'articolo 5, individua le ipotesi di inammissibilità dell'istanza. Esse, in ragione delle esigenze di tutela del contribuente e di certezza del diritto, hanno carattere di tassatività. Tra le altre si evidenziano le seguenti: b) mancanza di preventività; c) mancanza delle condizioni di obiettiva incertezza.

Quanto al requisito della preventività l'articolo 2, comma 2, del d.lgs. 24 settembre 2015, n. 156 dispone che "l'istanza (...) deve essere presentata prima della scadenza dei termini previsti dalla legge per la presentazione della dichiarazione o per l'assolvimento di altri obblighi tributari aventi ad oggetto o comunque connessi alla fattispecie cui si riferisce l'istanza medesima", né "assumono rilievo i termini entro cui i contribuenti possono sanare l'omissione o correggere la dichiarazione presentata" (circolare n. 9/E del 1 aprile 2016, paragrafo 3.1.1).

In sostanza, come del resto già stabilito dall'articolo 1, comma 2, del D.M. 26 aprile 2001, n. 209 e come chiarito con la circolare del 31 maggio 2001, n. 50, l'istanza deve essere presentata prima di porre in essere il comportamento o di dare attuazione alla norma oggetto d'interpello e non dopo il compimento di esso, al solo fine di vederne sancita - a posteriori - la validità.

Invero, dall'istanza non si evince che l'interpellante posseda solo dall'anno di

imposta 2021 (anno per cui sono ancora pendenti i termini per la presentazione delle relative dichiarazioni fiscali) il reddito da lavoro dipendente corrisposto dal Ministero dell'Educazione Nazionale Francese quale insegnante di lingua inglese distaccato presso il Principato di Monaco.

In ogni caso, come riferito, il citato articolo 11, comma 1, lettera a), della legge 27 luglio 2000, n. 212 (c.d. Statuto dei diritti del contribuente), richiede, affinché il contribuente possa interpellare l'Amministrazione Finanziaria, che esistano condizioni di obiettiva incertezza sulla corretta interpretazione delle disposizioni tributarie.

Il successivo comma 4 dello stesso articolo 11 prevede che "non ricorrono condizioni di obiettiva incertezza quando l'amministrazione ha compiutamente fornito la soluzione per fattispecie corrispondenti a quella rappresentata dal contribuente mediante atti pubblicati ai sensi dell'articolo 5, comma 2".

L'istituto dell'interpello consente, dunque, al contribuente di ottenere una risposta in merito all'applicazione di disposizioni tributarie ben individuate e riferite ad una fattispecie concreta e personale allorquando venga ravvisata la sussistenza di obiettive condizioni di incertezza sulla loro corretta interpretazione.

Proprio per questa specifica connotazione dell'interpello è dunque necessario, tra gli altri elementi richiesti dall'articolo 3, comma 1, lettera da a) a g) del d.lgs. n. 156/2015, che l'istanza afferisca in modo puntuale e specifico ad una fattispecie concreta e personale, come è anche necessario che l'oggetto dell'istanza attenga ad una difficoltà interpretativa della norma tributaria e che questa venga compiutamente esposta nell'istanza (cfr. circolare n. 9/E/2016 punto 1.1; circolare n. 4/E/2021 punto 2.2).

Come specificato dalla circolare 9 del 2016, "la facoltà di presentazione delle istanze di interpello presuppone in ogni caso l'esistenza di un'obiettiva incertezza sulla qualificazione delle fattispecie, con la conseguenza che quelle ricorrenti, se non

caratterizzate da elementi di peculiarità o, comunque, di complessità, non possono costituire oggetto dell'istanza".

Ciò posto, si osserva che l'istanza in esame non riguarda "(...) l'applicazione delle disposizioni tributarie, quando vi sono condizioni di obiettiva incertezza sulla corretta interpretazione di tali disposizioni (...)" bensì si sostanzia nella richiesta all'Amministrazione finanziaria di informazioni di carattere generale riguardanti la assoggettabilità ad imposta in Italia del reddito prodotto dal contribuente all'estero, basandosi sull'assunto indimostrato (ed a parere della scrivente non condivisibile) dell'applicabilità dell'art. 19 della Convenzione Italia-Francia.

In difetto dei sopra richiamati requisiti, l'istanza dev'essere dichiarata inammissibile e non può essere esaminata nel merito.

Nondimeno, ai fini della "compliance" pur non costituendo risposta ad interpello, ai sensi dell'articolo 11 della legge n. 212/2000 cit., si evidenzia al contribuente quanto segue per opportuna conoscenza.

Ai sensi dell'articolo 2 del d.P.R. 917 del 1986, c.d. TUIR, "soggetti passivi dell'imposta sono le persone fisiche, residenti e non residenti nel territorio dello Stato". Il successivo articolo 3 stabilisce poi che "l'imposta si applica sul reddito complessivo del soggetto, formato per i residenti da tutti i redditi posseduti al netto degli oneri deducibili indicati nell'articolo 10 e per i non residenti soltanto da quelli prodotti nel territorio dello Stato".

Pertanto, sulla scorta di tali disposizioni, la retribuzione percepita, come nel caso di specie, da un soggetto residente in Italia presso un datore di lavoro estero per prestazioni rese all'estero, pur qualificabile come reddito prodotto all'estero, è imponibile in Italia.

Inoltre, come noto allo stesso istante, sul piano del diritto internazionale sono previsti accordi bilaterali laddove sul medesimo reddito sussistano due potestà

impositive concorrenti, il che può accadere se un soggetto risulti fiscalmente residente in più Stati ovvero se in essi in ogni caso il soggetto percepisca redditi da assoggettare ad imposta.

Ed in effetti tra Italia e Francia opera la convenzione firmata a Venezia il 5 ottobre 1989 e entrata in vigore il 10 maggio 1992 che regola la ripartizione della potestà impositiva tra il nostro Paese e la Francia per talune imposte. Tuttavia, come recita la rubrica stessa della legge che la approva, trattasi di un accordo finalizzato ad "evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio", sicché il presupposto per la sua applicazione è che si verifichi su un determinato reddito o patrimonio una potestà impositiva esercitata da entrambi gli Stati.

Ciò nel caso di specie evidentemente non si verifica, come risulta indirettamente confermato dal fatto che, come rappresentato dallo stesso istante, "alcuna trattenuta (...) viene effettuata in busta paga" dal Ministero dell'Educazione nazionale francese, e che "tali redditi non sono tassati nel Principato di Monaco".

Ne discende che, contrariamente a quanto sostenuto dall'istante, il reddito in oggetto deve essere assoggettato all'imposta nazionale secondo le regole interne dettate dal TUIR.

Il Capo Ufficio*

7

(firmato digitalmente)

Mauro Michelini

Ordine Dottori Commercialisti di Milano

Revisore Legale

Ordre Experts-Comptables Marseille

Compagnie des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence

Diplomato Federale di Esperto Contabile (CFI)

Cell. : 0039 335 6255933

E-mail: mauro.michelini@michelinimauro.fr

Sito internet: www.michelinimauro.it

L'UNGOMARE VARALDO, 33
18039 VENTIMIGLIA (IM)
P.IVA: 11665090152

Spett.le
Agenzia delle Entrate di Imperia
Via Garesio, 17
18100 Imperia

Ventimiglia, C...

Oggetto: Istanza di interpello presentata dal Sig. ...

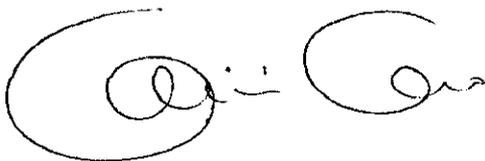
Buongiorno,

In allegato vi trasmettiamo l'istanza di interpello sopra indicata, rimanendo a diposizione per qualsiasi necessità.

Per eventuali comunicazioni si prega di contattarmi direttamente al numero +39 335 6255933 oppure via mail all'indirizzo mauro.michelini@michelinimauro.fr.

Cordiali saluti

Mauro MICHELINI



Spettabile
Agenzia delle Entrate Imperia
Via Garesio, 17
18100

Lettera raccomandata con avviso di ricevimento

OGGETTO: Interpello ai sensi dell'art. 11, legge 27 luglio 2000, n. 212.

QUESITO

Io sottoscritto _____, nato a _____ (Francia), il _____, residente a _____, C.F. _____, possiedo un reddito da lavoro dipendente, come insegnante di lingua inglese, per conto del Ministero dell'Educazione Nazionale Francese, distaccato presso il Principato di Monaco.

Nonostante che a far data dal 01.01.2019 la Francia abbia introdotto delle ritenute alla fonte ("prélèvement à la source") analoghe a quanto è previsto dalla legislazione italiana, sui redditi da lavoro dipendente, alcuna trattenuta mi viene effettuata in busta paga.

Preciso anche che, come è ben noto, tali redditi non sono tassati nel Principato di Monaco.

Ora l'articolo 19. Funzioni Pubbliche, della Convenzione tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica francese per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e per prevenire l'evasione e la frode fiscale, firmata a Venezia tra l'Italia e la Francia il 5.10.1989 e entrata in vigore il 10 maggio 1992, stabilisce che:

1.
 - a) Le remunerazioni, diverse dalle pensioni, pagate da uno Stato o da una sua suddivisione politico o amministrativa o da un suo ente locale (per quanto riguarda l'Italia), o da un suo ente territoriale (per quanto riguarda la Francia) a una persona fisica, in corrispettivo di servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione od ente, **sono imponibili soltanto in detto stato.**

L'accezione **soltanto**, non consente, a mio parere, nel caso specifico, l'attribuzione all'Italia, parimenti che alla Francia, del diritto di imporre

CONCLUSIONI

In aderenza a quanto previsto al 1° comma dell'articolo 19 della Convenzione tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica francese per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e per prevenire l'evasione e la frode fiscale, firmata a Venezia tra l'Italia e la Francia il 5.10.1989 e entrata in vigore il 10 maggio 1992, il potere di imporre spetta soltanto alla Francia.

SOLUZIONE PROSPETTATA DAL CONTRIBUENTE

In ossequio a quanto sopra esposto, io ritengo che, pur essendo residente fiscale in Italia ai sensi dell'articolo 2 del TUIR, data la natura del reddito maturato e in virtù di quanto previsto al 1° comma dell'articolo 19 della Convenzione tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica francese per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e per prevenire l'evasione e la frode fiscale, firmata a Venezia tra l'Italia e la Francia il 5.10.1989 e entrata in vigore il 10 maggio 1992, il mio reddito da lavoro dipendente debba essere tassato soltanto in Francia.

Allego:

- 1-Contratto di lavoro;
- 2-Busta paga di dicembre riepilogativa dell'intero anno 2021

Per monitorare la tua spedizione utilizza il Codice su poste.it, APP o tramite call center.

NON RIMOVERE L'ETICHETTA

NON RIMOVERE L'ETICHETTA

MODULO INVIO RACCOMANDATA

Codice

E' vietato introdurre denaro e valori nelle raccomandate: Poste Italiane SpA non ne risponde
Si prega di compilare a cura del cliente in stampatello

AREA PER LA VIDIMAZIONE

DESTINATARIO

NOME, COGNOME O RAGIONE SOCIALE _____
 INDIRIZZO _____ N. CIVICO _____
 CAP _____ LOCALITA' _____ PROV. _____
 TEL. * _____ E-MAIL * _____

MITTENTE

MAURO MICHELINI
 NOME, COGNOME O RAGIONE SOCIALE _____
 LONGOMARE VARALDO _____ N. CIVICO 33
 INDIRIZZO _____
 18039 VENTIMIGLIA _____ PROV. IM
 CAP _____ LOCALITA' _____
 TEL. * _____ E-MAIL * _____

SERVIZI ACCESSORI

Avviso di Ricevimento
 Contrassegno/Importo da Incassare € _____ in cifre _____ in lettere _____
 Modalità di rimessa (barrare in caso di contrassegno): C/C Postale Vaglia

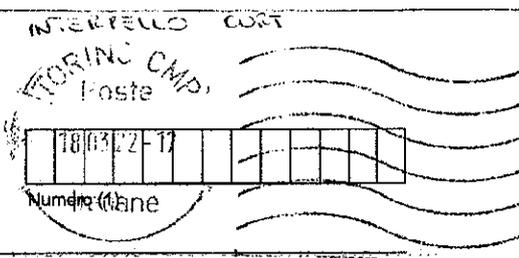
* il dato è facoltativo

Mod 22R - Mod.04000F - Ed.12/19 - EP1816B/EP1825A - SL [1]

Avviso di ricevimento

compilazione a cura del mittente

Raccomandata Pacco
 Assicurata Euro _____



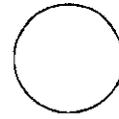
Data di spedizione _____ Dall'ufficio di _____

compilazione a cura del mittente

Destinatario AGENZIA DELLE ENTRATE IMPERIA
 Via GARESSIO 17
 C.A.P. 18100 Località IMPERIA

Firma per esteso del ricevente (Nome e Cognome)

_____sto alla distribuzione



Bollo dell'ufficio di distribuzione

- Consegna effettuata secondo le Condizioni Generali del Servizio Postale Universale
- Invi multipli a un unico destinatario
 - Sottoscrizione rifiutata

(1) - Il numero è riportato sull'etichetta del codice 2DCOMM applicata sul fronte.